



EU-puheenjohtajuus
EU Presidency Project 06
Call for Coherence



Combattre la pauvreté grâce à la cohérence des politiques pour le développement

Le défi lancé par les ONG au
gouvernement finlandais et à l'Union
européenne pendant la période de
présidence de l'UE en 2006

TABLE DES MATIÈRES

1. COMBATTRE LA PAUVRETÉ GRÂCE À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT 2

2. SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT : Prévention des conflits pour favoriser un développement durable et une sécurité humaine 4

3. COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT : Les structures des marchés posent des problèmes à l'économie des pays pauvres et à la population agricole pauvre 6

4. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT : Le changement climatique menace les efforts entrepris pour éradiquer la pauvreté 8

5. MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT : L'immigration fait partie de la politique de développement 10

6. VIH/SIDA DÉVELOPPEMENT: Le VIH/sida représente une menace pour des sociétés entières dans les pays en voie de développement 12

7. PRÉSIDENTE DE L'UE 2006: Call for Coherence, le programme commun des ONG 14

KEHYS ry
Helsinki 2006

Auteurs :
SÉCURITÉ et développement : Sanna Rummakko (Comité des 100), Senja Korhonen (Réseau de prévention des conflits des sociétés civiles, KATU), Päivi Kannisto (Crisis Management Initiative, CMI)
ENVIRONNEMENT et développement : Riitta Savikko (Les Amis de la terre)
COMMERCE et développement : Matti Hautsalo (Centre de services pour la coopération au développement)
MIGRATION et développement : Marja-Leena Suvanto (L'Association finlandaise d'aide aux réfugiés), Groupe thématique sur la Migration et le développement
VIH/SIDA et développement : Mirkka Mattila (Ligue du peuple), Ulla Tervo (World Vision de Finlande), Tiina-Maria Levamo (Plan Finlande)
Rédactrice en chef : Anna Pollari (ONG de développement de l'UE, KEHYS ry)
Mise en page et maquette : Veera Aalto (Indicio)
Illustrations : Marika Majjala

I. COMBATTRE LA PAUVRETÉ GRÂCE À LA COHÉRENCE DES POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les décisions dans un domaine politique ne sont pas prises dans le vide car les conséquences qui en découlent se ressentent toujours également dans les autres secteurs. La cohérence politique signifie simplement que l'on prend en compte ces conséquences durant les différentes étapes de la prise d'une décision.

La cohérence en matière des politiques pour le développement se concrétise quand l'action dans les autres secteurs politiques soutient ou du moins ne fragilise pas les efforts mis en œuvre en faveur d'un développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Il n'est pas seu-



EU-puheenjohtajuus
EU Presidency Project 06
Call for Coherence

lement question de justice mais également d'efficacité et de bon sens. En effet, l'aide au développement à elle seule ne suffit pas si en même temps les politiques contradictoires fragilisent la situation des pays en voie de développement.

Le but du « Call for Coherence », le programme proposé pendant la présidence finlandaise de l'UE en 2006 par les ONG œuvrant pour la coopération au développement, est de soulever un débat public sur la cohérence politique en examinant de quelle façon il est nécessaire que les différents secteurs politiques se mettent en conformité avec les objectifs des politiques pour le développement, quelles sont les solutions qui existent pour améliorer la cohérence et comment on peut par la suite les améliorer et rendre plus efficace leur mise en application. En Finlande, le programme commun est coordonné par KEHYS, une organisation non gouvernementale de développement de l'UE.

COMMENT PEUT-ON INFLUER SUR LA COHÉRENCE ?

On a besoin d'encourager la cohérence entre la politique de développement, les relations extérieures et les autres domaines politiques. L'incohérence peut néanmoins être vu également comme un problème de plus grande envergure : comme un fossé entre les objectifs fixés et la réalité.

Il faut en premier lieu identifier les mécanismes qui rapprochent les politiques de la pauvreté dans les pays en voie de développement. On a besoin d'études pour voir l'importance des conséquences sur la situation dans les pays en voie de développement que peuvent avoir en pratique les décisions prises par des pays riches dans différents domaines politiques. Il est important de développer l'information, de pointer du doigt les incohérences et de soulever le débat à ce sujet. Il faut également créer des mécanismes de suivi et d'évaluation plus efficaces.

Cette publication se concentre sur la cohérence des politiques pour le développement sous cinq angles différents. Nous illustrons l'importance d'une politique cohérente en montrant les différents liens qu'il y a entre la politique dans les domaines du commerce, de l'environnement, de l'immigration, du VIH/sida et de la sécurité en Europe. Les auteurs ont rassemblé dans chaque thème les propositions des ONG pour la promotion de la cohérence. Les décideurs ont la responsabilité de veiller à la mise en application de la politique la plus cohérente afin d'atteindre les objectifs Millénaires de l'ONU.

L'UE EST ENGAGÉE EN FAVEUR DE LA COHÉRENCE DES POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

La cohérence des politiques pour le développement est mentionnée en tant que principe pour la première fois dans le Traité de Maastricht (1992), autrement dit dans le Traité de l'Union européenne. D'après le Traité, toutes les politiques européennes se doivent d'être cohérentes et conformes aux objectifs des politiques pour le développement. Le Traité comprend un cadre de la coopération au développement de l'UE conforme à l'actuelle législation.

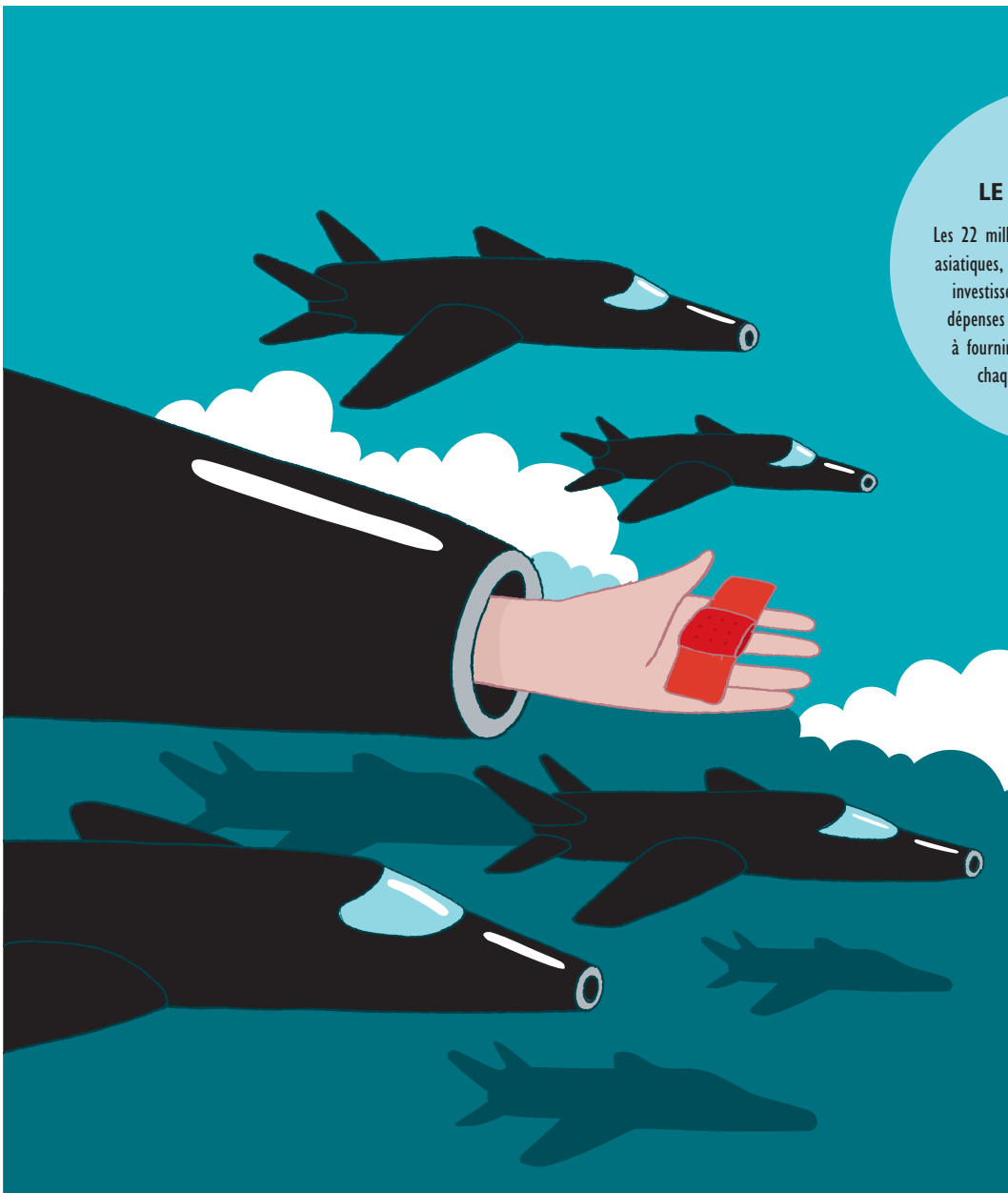
Selon la déclaration des politiques pour le développement (2005), l'UE doit tenir compte, dans la mesure du possible, des objectifs pour la coopération au développement dans toutes les politiques qu'elle met en oeuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en voie de développement. La déclaration de l'Europe concernant le consensus européen des politiques pour le développement ne fait pas partie de la législation de l'UE mais il s'agit d'une ligne politique de haut niveau qui définit la stratégie des politiques pour le développement de l'UE. En effet, elle met avant tout la Commission dans l'obligation d'atteindre les objectifs politiques fixés.

Les conclusions du Conseil données en mai 2005 confirment également l'engagement de mettre en oeuvre les objectifs présentés dans le communiqué « Policy Coherence for Development » de la Commission. D'après ce communiqué, l'UE est tenue de surveiller et de promouvoir la cohérence des politiques pour le développement dans 12 domaines prioritaires, parmi lesquelles figurent les thèmes de notre campagne : le commerce, l'environnement, la sécurité ainsi que l'immigration.

L'engagement de l'UE vis-à-vis de la cohérence politique s'est effectivement renforcé ces derniers temps mais il faudra développer sa mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation. L'Union européenne est l'organisme officiel qui apporte l'aide au développement la plus importante au monde. C'est un acteur mondial puissant qui a la possibilité s'il le désire d'agir efficacement contre la pauvreté et l'inégalité. L'UE a montré de l'intérêt pour l'amélioration de la cohérence des politiques pour le développement. La prochaine étape consiste à transformer ces objectifs en réalité.

NOS REVENDICATIONS :

- L'UE doit atteindre un objectif collectif : affecter 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement d'ici 2015. Tous les pays membres qui n'y sont pas encore parvenus doivent se fixer un calendrier clair dans le but d'atteindre cet objectif.
- Il faut une politique de développement indépendante dont l'objectif principal est l'éradication de la pauvreté. Les valeurs et les objectifs des politiques pour le développement ne doivent pas être soumis à la politique étrangère, sécuritaire ou commerciale.
- Les objectifs des politiques pour le développement devront s'intégrer dans la politique étrangère et intérieure de l'Union européenne, de telle sorte que ces politiques soutiennent et ne fragilisent pas le développement durable et l'éradication de la pauvreté. Afin que cette cohérence politique se concrétise, il faut améliorer les mécanismes probables, les outils de programmation, la coordination et les autres mécanismes institutionnels.
- Il faut reconnaître le rôle et l'expertise des sociétés civiles européennes dans la recherche, la mise en oeuvre et le suivi de la cohérence politique.
- L'UE doit favoriser la volonté et la capacité des pays en voie de développement à mettre en application les accords internationaux auxquels les pays sont liés, comme par exemple les stratégies de réduction de la pauvreté.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Les 22 milliards de dollars que les pays asiatiques, africains et latino-américains investissent chaque année dans les dépenses militaires pourraient servir à fournir une éducation de base à chaque enfant de ces pays.

CE N'EST PAS AVEC DES DÉPENSES MILITAIRES CROISSANTES QU'ON RÉGLERA LES PROBLÈMES

A l'heure actuelle, il y a environ 20 très longues guerres ou conflits armés en cours. La plupart sont des guerres civiles qui ont lieu dans les pays en voie de développement. Dans ces pays, le crime organisé ainsi que le trafic d'armes et de drogue gouvernent la vie de la société. Des études montrent qu'un pays dont le PIB par habitant est de 250 dollars a 15 % de chance d'être de nouveau en guerre alors que pour un pays dont le PIB est de 5 000 dollars, le pourcentage est inférieur à un. Les problèmes découlant de ces cycles de conflits touchent en particulier la population civile pauvre des pays en voie de développement, et surtout les femmes et les enfants.

Avec la guerre contre le terrorisme, le total des dépenses militaires mondiales a presque atteint le niveau des pires années de la Guerre froide. En 2004, nous avons battu le record en dépensant 1 000 milliards de dollars. L'expérience des conflits passés prouve pourtant qu'on ne combat pas les nouvelles menaces aux moyens des armes. En effet, dans le combat contre le terrorisme notamment, il est essentiel de promouvoir la politique de développement de même que les droits de l'homme et l'Etat de droit. L'UE doit prendre en considération le fait que les clauses complémentaires concernant les actions contre le terrorisme qui ont été ajoutées aux accords de partenariat passés avec les pays du tiers-monde sont toujours soumises aux actions de coopération au développement à proprement parler.

LES RÈGLES ACTUELLES DE L'UE N'EMPÊCHENT PAS LA VENTE DES ARMES AUX ZONES DE CONFLITS

Diverses armes de petit calibre tuent un demi million de personnes chaque année. Les pays asiatiques, africains et latino-américains utilisent chaque année 22 milliards de dollars pour les dépenses militaires. L'UE est le troisième exportateur mondial d'armes. Entre 1994 et 2001, l'UE a exporté

2. SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT

PRÉVENTION DES CONFLITS POUR FAVORISER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET UNE SÉCURITÉ HUMAINE

« La sécurité est une condition préalable au développement », c'est ce qui est constaté dans la Stratégie européenne de sécurité (2003). Les conflits régionaux, la prolifération des armes de petit calibre, le crime organisé et le terrorisme sont autant de menaces pour la sécurité des gouvernements et en particulier des individus ainsi que pour le développement durable. En même temps, ceux-ci empêchent les Nations Unies d'atteindre leurs objectifs du Millénaire. Afin que l'UE puisse combattre avec efficacité ces menaces qui affectent également la sécurité de l'Europe, celle-ci doit faire en sorte de résoudre leurs causes premières dont font partie notamment la pauvreté, une mauvaise administration et l'inégalité.

Cela implique qu'il faut promouvoir la sécurité humaine, ce qui peut se faire en particulier à l'aide des politiques pour le développement et du comité de gestion civile des crises de même qu'en prenant en compte le point de vue des politiques pour le développement en matière de politique de sécurité et de défense européenne. La sécurité humaine fait référence au fait qu'un individu est dégagé de toute insécurité de base et des violations des droits de l'homme. Poursuivre ses propres intérêts en manquant de perspectives ne favorise pas une sécurité durable. La sécurité humaine est une question fondamentale dans la politique d'aujourd'hui.

des armes de petit calibre pour une valeur d'environ 10 milliards de dollars dans les pays en voie de développement. Jusqu'à maintenant, la vente d'armes est de la compétence nationale mais l'UE a établi un code de conduite commun en matière de vente d'armes. Néanmoins, ces règles qui font figure de recommandations n'ont pas réussi à empêcher la vente d'armes dans les zones de conflits et les pays où les droits de l'homme sont violés.

Le rapport « Guns or Growth ? » (2004) rédigé par les plus importantes organisations en faveur des droits de l'homme et du développement montre que la plupart des gouvernements ne consultent pas le Ministère chargé de la coopération pour le développement quand ils autorisent la vente d'armes, même si dans la plupart des cas, les armes sont exportés dans les pays pour lesquels le gouvernement alloue également une aide au développement. C'est notamment la vente des armes de petit calibre aux régions des pays en voie de développement, notamment celles où il y a des risques de conflit, qui épuisent les ressources qui devraient plutôt être allouées au développement, l'éducation et soins médicaux.

L'UE est politiquement engagée dans la prévention des conflits dans le cadre de la stratégie de sécurité. La restriction de vente d'armes dans les zones de conflit, les pays en voie de développement, les pays violant les droits de l'homme ainsi que les états faibles serait une mesure concrète de prévention contre les conflits. A cet égard, la position prise par l'UE en automne 2005 et qui était favorable aux principes de base du Traité international sur le commerce des armes, le « Arms Trade Treaty », est importante.

La stratégie sur la sécurité de l'UE donne l'image d'un acteur mondial qui encourage la paix et la sécurité et qui s'efforce d'empêcher les conflits armés par voies politiques. Dans la pratique, une partie des actions menées par l'UE dans les domaines de la sécurité et de la défense ne favorisent néanmoins pas un développement durable ou une sécurité humaine. L'UE doit mettre en place des programmes de développement complet prenant en compte tous les secteurs politiques et toutes les possibilités de prévention de conflits. En outre, la coopération entre les institutions de l'UE devra être renforcée de telle sorte que la gestion des crises à court terme, qui est mise en place dans le cadre de la politique de sécurité et de défense européenne et qui est de la compétence des pays membres, puisse évoluer avec fluidité vers une reconstruction à long terme dont est principalement responsable la Commission.

NOS REVENDEICATIONS :

- L'UE, réuni en un front commun, doit promouvoir les initiatives du Traité sur le commerce des armes qui est juridiquement contraignant et qui réglemente la vente des armes. Le respect du code de conduite européen concernant l'exportation des armes doit en effet être renforcé dans tous les pays membres. Il faut également développer une coordination plus efficace entre les différents secteurs politiques.
- Pour que la politique de développement soit prise en compte efficacement dans les politiques de la sécurité et la défense européenne, il est nécessaire d'entreprendre des actions d'ensemble, notamment par l'amélioration de la coopération entre les institutions de l'UE. Ce sont surtout les états membres qui ont la responsabilité d'encourager la cohérence à la fois avec les institutions de l'UE et les activités des autres états membres.
- L'UE doit développer des mécanismes, tels que des systèmes d'alerte précoce afin qu'on puisse relier plus efficacement ensemble la prévention des conflits et la gestion des crises.
- L'UE doit augmenter la coopération avec les ONG et exploiter leur savoir-faire afin d'améliorer son action dans les domaines de la prévention des conflits et la gestion civile des crises.
- L'UE doit s'assurer que la cohérence des politiques de développement et de sécurité est appliquée dans la phase de mise en œuvre de la stratégie antiterroriste qui est en préparation. On ne peut combattre le terrorisme qu'en se concentrant sur ses causes premières, parmi lesquelles figurent la pauvreté et l'inégalité. En effet, le renforcement de la surveillance à lui seul ne suffit.

SECURITÉ ET

VIH/SIDA

Les conflits augmentent les risques de propagation du VIH/sida dans la mesure où la reconstruction suivant un conflit amène dans la zone des soldats et des organismes d'aide extérieurs. La fin des conflits est propice à l'augmentation de la mobilité et de la natalité. L'UE devrait donc intégrer un travail de prévention du VIH/sida dans ses programmes de reconstruction. Par exemple, à Aceh en Indonésie, la situation résultant de conflits et du tsunami présente la plupart des facteurs de risques pour la propagation du sida, c'est pour cette raison qu'il faudrait dès à présent attacher de l'importance au travail de prévention.

ENVIRONNEMENT

Les mines antipersonnelles, les grenades, les roquettes et les bombes à fragmentation continuent de tuer et de blesser grièvement les civils même une fois que la guerre est finie. Dans de nombreux pays en voie de développement, les débris explosifs laissés par la guerre empêchent le retour des réfugiés et entraînent d'énormes dépenses pour les soins médicaux et le déminage. En plus des mines antipersonnelles, l'UE doit également promouvoir l'interdiction d'autres armes et types de projectiles qui sont contraires au droit humanitaire, comme par exemple l'interdiction totale de l'uranium appauvri et de la bombe à fragmentation de même qu'elle doit assurer dans des délais assez rapides le ramassage des débris de guerre.

MIGRATION

Le lien entre conflits armés et réfugiés est évident. Pour éviter le flux de réfugiés, il est nécessaire d'allouer suffisamment de ressources pour la prévention des conflits et la gestion civile des crises. L'UE doit prendre en charge la reconstruction suivant un conflit de telle sorte que celle-ci favorise la mise en place de la démocratie et d'un état de droit pour que les réfugiés aient la possibilité de rentrer chez eux dans des délais raisonnables.

COMMERCE

L'anéantissement des structures inégales du commerce mondial joue un rôle important dans la promotion de la sécurité humaine. L'UE doit en particulier éviter le commerce d'armes avec les pays en voie de développement antidémocratiques qui investissent une part considérable de leur budget dans leurs dépenses militaires. Ces pays sont souvent aussi des terrains propices au terrorisme. La politique de l'UE doit laisser clairement entendre que les intérêts politico-commerciaux à court terme ne doivent pas omettre les aspects relatifs aux droits de l'homme et des politiques pour le développement.

3. COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

Pendant que la politique commerciale gagne de l'importance dans la régulation de l'économie mondiale, ses effets liés à l'appauvrissement augmentent. Parlons ensuite de la taxe d'importation, des subventions agricoles nationales, la mobilité de la main-d'œuvre, la production de services de base et la déforestation des forêts tropicales – toutes les questions liées aux échanges commerciaux font partie des politiques pour le développement. En fait, les questions concernant le développement sont tellement présentes dans les sujets de négociations que toutes les politiques commerciales, mis à part les accords bilatéraux des pays industrialisés, sont des politiques de développement, qu'elles soient bonnes ou mauvaises.

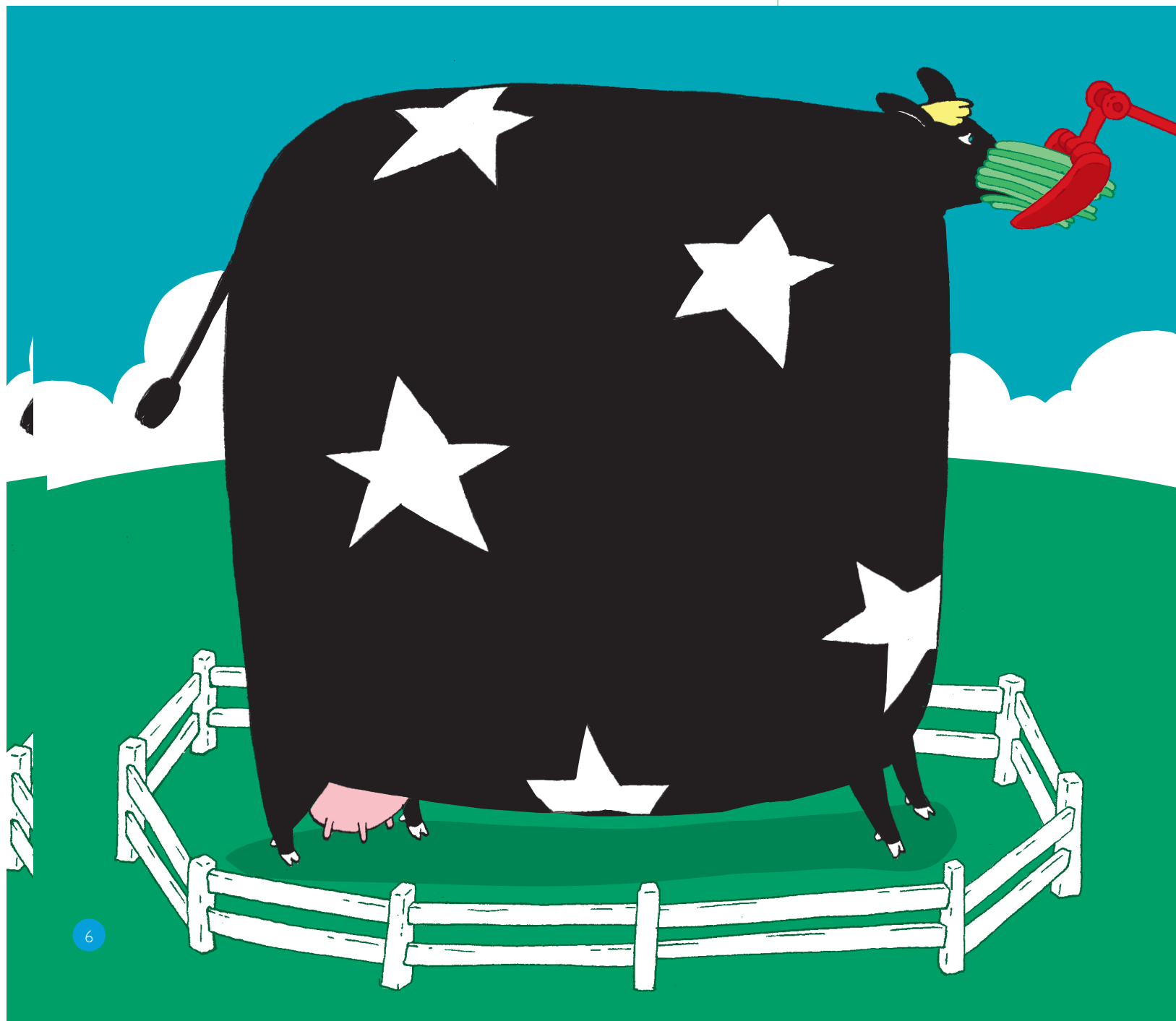
En politique commerciale, il est important d'être capable de voir l'intégralité d'une situation du point de vue des pays pauvres car une décision prise dans un domaine de négociation a souvent également des conséquences sur d'autres secteurs économiques. Contrairement aux autres politiques liées aux relations externes des états membres de l'UE, les politiques commerciales sont mises en œuvre de façon centralisée à travers la Commission européenne. La transparence de la politique commerciale a été exceptionnellement insatisfaisante dans la mesure où la Commission a essayé de tenir les pays membres à l'écart des points essentiels. Les pays membres devraient être en mesure de surveiller de façon plus

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) négocié par l'OMC a augmenté la puissance des chaînes d'hypermarchés mondiales et celles-ci définissent de plus en plus l'environnement opérationnel des producteurs locaux dans les pays en voie de développement. Au Kenya, la proportion des petits agriculteurs dans la production des produits du jardin a baissé de 70 % à 18 % à la fin des années 90.

La proportion des gros agriculteurs et des sociétés d'exportation impliqués dans la production totale représente quant à elle plus de 80 % à l'heure actuelle.

directe la mise en application de la politique commerciale au sein de l'UE. Cependant, les propres fonctionnaires des Etats membres adoptent souvent une attitude protectrice vis-à-vis de leur sphère de responsabilité. En effet, ils ne considèrent pas cela comme un domaine important du point de vue de l'éradication de la pauvreté ou que cela devrait être ouvert à un débat civil direct.



LES STRUCTURES DES MARCHÉS POSENT DES PROBLÈMES À L'ÉCONOMIE DES PAYS PAUVRES ET À LA POPULATION AGRICOLE PAUVRE

La libéralisation du commerce n'a eu au mieux qu'un effet négligeable sur le manque de capitaux dont souffrent les pays les plus pauvres. Vouloir se concentrer trop tôt sur le développement du commerce ne constitue pas une politique raisonnable dans ces pays. La pénurie chronique de ressources dont souffrent ces populations devrait d'abord être réglée grâce à une croissance intérieure ou à des financements étrangers avant qu'il soit possible de tirer avantage du commerce. Il faut en outre prendre en considération les conséquences que les structures du marché peuvent avoir sur la distribution des revenus : si une élite locale utilise ses revenus financiers pour acheter des produits de luxe étrangers, il n'y aura qu'une fraction de la valeur de la production qui profitera au marché local. Le résultat serait différent si ces revenus étaient investis dans des produits locaux.

La politique internationale dans les domaines de l'économie et du commerce a des conséquences sur la pauvreté en milieu rural, en particulier parce que ces politiques limitent les chances pour ces pays de planifier et de réaliser leur propre politique agricole et, de manière générale, de diriger leur développement rural selon leurs propres besoins. Les critères d'allocation de crédit des institutions de financement pour le développement de même que les accords commerciaux réduisent en effet les chances des gouvernements d'agir dans les secteurs essentiels du point de vue de l'agriculture. Il devient de plus en plus difficile de protéger le marché intérieur des importations et de fournir aux agriculteurs des subventions agricoles, financements et autres services. Ce genre de réduction de liberté d'action politique diminue également les possibilités de processus démocratiques où différents groupes de personnes pourraient exprimer leurs opinions et influencer les lignes politiques et leur contenu.

La population rurale pauvre souffre également directement des structures du marché qui sont à l'origine du fait que le prix de leurs produits est excessivement bas et qu'en plus, il varie de façon imprévisible. Le prix bas des produits agricoles et des matières premières s'explique en partie par une offre excessive mais aussi par la concentration des produits du marché mondial entre les mains de quelques entreprises. La dissolution d'accords internationaux réglementant le marché des produits de base a favorisé encore plus l'accélération de la baisse des prix à la fin des années 80.

Les raisons de l'offre excessive trouvent leurs racines dans l'héritage colonial de ces pays mais aussi dans les modèles actuels de développement économique. Les pays en voie de développement se sont en effet concentrés sur des secteurs grâce auxquels les populations pensaient obtenir rapidement des revenus financiers et être en mesure de rembourser leurs dettes extérieures. Les droits de douane protecteurs et les subventions des pays industrialisés pour leur propre agriculture et industrie ont empêché les pays en voie de développement de diversifier leur production et d'augmenter le degré de transformation de leurs produits.

La structure du marché mondial des produits agricoles pourrait être qualifiée d'oligopolistique : quelques grandes entreprises dominent la plupart des marchés de produits. En outre, ces mêmes compagnies contrôlent souvent la chaîne dans son intégralité, du commerce des grains et des engrais jusqu'à la transformation des produits en passant même par la vente au détail. Ces entreprises peuvent dans une large mesure influencer les prix des produits de façon à ce que cela leur soit profitable. Notamment dans les propres marchés des pays en voie de développement, le dumping, autrement dit les importations soutenues par les pays industrialisés (et aussi par les autres pays en voie de développement) contribue également à la baisse des prix. Le problème est qu'en raison notamment des accords passés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pays ne peuvent pas protéger suffisamment leur propre marché des importations même si cela fait du tort à leurs producteurs pauvres.

NOS REVENDICATIONS :

- Il faut garantir aux pays en voie de développement une liberté d'action politique suffisante en matière de commerce et en particulier en matière de politique agricole.
- Il faut que l'OMC ainsi que l'UE se fassent les champions d'une culture de prise de décision plus transparente et démocratique.
- Il faut que le commerce devienne un moyen d'éradication de la pauvreté au lieu d'être une fin en soi pour que les pays en voie de développement puissent se concentrer sur l'essentiel en matière de politique.

COMMERCE ET

MIGRATION

Les accords commerciaux influencent le mouvement des populations de deux façons. Les mauvaises structures commerciales appauvrissantes sur le plan local entraînent une immigration, qu'elle soit légale ou illégale. D'un autre côté, le secteur du commerce des services définissent quelles professions peuvent se déplacer avec l'entreprise. Pour l'instant, c'est plus facile ainsi pour la direction des grandes entreprises et les secteurs dominés par les hommes. Si les professions dominées par les femmes, telles que les professeurs et les infirmières, étaient plus mobiles, davantage de versements de salaires seraient envoyés aux pays en voie de développement, ce qui représente une importante source de revenu mais cela augmenterait en même temps la fuite des cerveaux vers les pays industrialisés.

SÉCURITÉ

Les structures de marché appauvrissantes préparent le terrain à des risques touchant la sécurité, qu'il s'agisse de mouvements idéologiques extrémistes ou de risques d'épidémie mondiale. Si les riches gouvernements mènent des politiques égoïstes qui limitent la liberté d'action politique des pays membres de l'OMC, cela aboutira à l'éloignement des pays pauvres et de leurs populations les plus exclues.

ENVIRONNEMENT

Les accords commerciaux réglementent aussi bien les droits de pêche, le défrichage des forêts, l'industrie du transport que l'extraction des minéraux. Il y a peu d'activités commerciales influant sur l'environnement qui ne soient pas en rapport avec les négociations commerciales. Malgré cela, les accords de l'OMC ne sont en aucune façon liés aux accords environnementaux plurilatéraux ou bilatéraux existants.

VIH/SIDA

L'accord sur les Droits de propriété intellectuelle liés au commerce (TRIPS) de l'OMC protège les brevets des industries pharmaceutiques multinationales et limite par conséquent les opportunités pour les pays en voie de développement d'obtenir, de la manière la plus efficace et la moins chère possible, des médicaments de deuxième génération destinés aux malades du sida. Ces pays sont donc pour l'instant obligés d'avoir recours à des méthodes indépendantes plus lentes et compliquées afin d'obtenir ces médicaments au lieu de pouvoir acheter les génériques directement aux pays en voie de développement qui les produisent.



4. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE MENACE LES EFFORTS ENTREPRIS POUR ÉRADICHER LA PAUVRETÉ

Si on ne diminue considérablement pas les émissions, en cent ans le changement climatique va faire subir des inondations à des millions de personnes, la famine à des dizaines de millions de gens, la malaria à des centaines de millions d'habitants et des pénuries en eau à près de trois milliards de personnes. Le changement climatique menace d'anéantir les efforts menés en faveur du développement humain et de rendre les gens encore plus inégaux.

Nous avons besoin d'une politique climatique efficace afin d'atteindre les objectifs de justice mondiale. Ce sont les populations pauvres du monde qui souffrent le plus de ce changement climatique alors qu'ils ne sont même pas responsables de ce problème engendré essentiellement par les pays industrialisés. Le changement climatique menace de rendre impossible l'entreprise d'efforts pour l'éradication de la pauvreté. Le changement climatique et les processus politiques qui en découlent sont tous liés aux objectifs de développement du Millénaire de l'ONU.

Depuis le début, l'Union européenne a été une force motrice essentielle dans la politique climatique internationale. Les négociations de l'UE axées sur cet objectif ont par exemple permis aux pays en voie de développement de participer au Protocole de Kyoto. En

mars 2005, le Conseil européen a confirmé que l'objectif principal de la politique climatique et énergétique de l'UE était de limiter le réchauffement climatique à moins de deux degrés comparé à l'époque préindustrielle. Cet objectif ne pourra être atteint qu'à condition que l'UE et les autres pays industrialisés réduisent leurs émissions d'au moins 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050.

RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT

La grande question est de savoir à quel genre de développement on aspire. Comment encourager le développement sans pour autant entraîner un changement climatique ? Si au nom du développement nous n'aspirons qu'à la croissance économique telle qu'elle est définie aujourd'hui, est-il même seulement possible d'empêcher tout changement climatique ?

Résoudre simultanément sur un plan mondial les problèmes liés au changement climatique et à la pauvreté peut aboutir à la fois à l'augmentation de la qualité de vie et à une amélioration de la situation environnementale. L'essentiel dans le processus d'adaptation au changement climatique, ce sont les pratiques au niveau local qui augmenteraient les chances pour les gens, en particulier les femmes, de prendre part à la prise de décision collective. L'amélioration de l'accès à la nourriture et à l'eau, la répartition juste des droits de propriété et des autres ressources ainsi que la rationalisation de la consommation de l'eau sont autant d'éléments qui contribuent à garantir les besoins essentiels. De plus, la diversification de la structure des activités économiques réduira la vulnérabilité des communautés puisque les sources de revenu de toute la population ne dépendront plus alors d'un seul moyen d'existence.

L'AFRIQUE DU SUD ET LE MOZAMBIQUE APPRENNENT À VIVRE AVEC LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les données d'observation du climat africain depuis 30-40 ans indiquent que le changement climatique a déjà commencé en Afrique. Si le développement continue sur la même lignée, on prédit que la température de l'Afrique sub-saharienne aura augmenté de 0,5-2 degrés d'ici 2050 et qu'il y fera plus sec qu'aujourd'hui. A l'intérieur du continent, il pleuvra 10 % moins que de nos jours et un phénomène d'évaporation plus important aggravera la pénurie d'eau. Les conditions climatiques extrêmes,

LE SAVIEZ-VOUS ?

D'après l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, 150 000 personnes meurent déjà chaque année à cause du changement climatique. Un Finlandais produit chaque année plus d'émissions dans l'atmosphère que 140 Tanzaniens réunis

comme la sécheresse et les inondations, se généraliseront et les variations saisonnières seront modifiées comparé à maintenant.

Le changement climatique a déjà des effets sur la vie quotidienne des gens. Au Sahel par exemple, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe, les gens sont obligés d'apprendre à vivre avec les conséquences du changement climatique. Dans ces régions, l'accès à la nourriture peut s'avérer très difficile et il y a des risques pour que les crises humanitaires s'aggravent.

« Adaptive », le projet de l'Université

de Sheffield, vise à expliquer comment les gens font face aux changements qui touchent leur environnement. Les chercheurs ont étudié la vie des habitants en Afrique du Sud ainsi que dans leur pays voisin, le Mozambique. Les habitants de Lehurutshe en Afrique du Sud ont remarqué que les périodes de sécheresse cycliques se sont généralisées. De la même façon, les agriculteurs de Dzanani souffrent d'une sécheresse de plus en plus présente et qui ne cesse d'empirer. D'après les agriculteurs d'Uthukela, les saisons de pluie et autres variations liées aux saisons se sont intensifiées. Enfin, à Manjacaze au Mozambique, les phénomènes climatiques extrêmes, autrement dit les inondations et les périodes de sécheresse, ont de graves conséquences sur la vie des gens.

Source :

Simms, Andrew, Reid Hannah & Magrath, John (edit.) 2004. Up in Smoke? London: new economics foundation, nef.

NOS REVENDICATIONS :

- Les projets sur le développement devraient se préparer aux risques climatiques actuels futurs. Il est en effet plus rentable de se préparer au changement climatique plutôt que de réparer les dégâts. L'aspect changement climatique devra être intégré à la planification de l'utilisation des terres, à la stratégie de préparation aux catastrophes, à la planification des infrastructures de même qu'aux évaluations des effets sur l'environnement découlant des projets.
- Les projets sur le climat devraient fixer des critères similaires à ceux qui existent pour l'aide au développement. Par exemple, les projets de réduction des émissions, soumis au Mécanisme de développement propre (Clean Development Mechanism) du Protocole de Kyoto, devraient vraiment soutenir un développement durable. Les pays industrialisés peuvent par le biais de ces projets obtenir des droits d'émissions. Cependant, le problème général du Mécanisme est que c'est l'intérêt des pays industrialisés pour obtenir des droits d'émissions à bon marché qui est mis en évidence dans ces projets, et non pas l'abaissement de la pauvreté et la promotion d'un développement durable en plus de la lutte contre le changement climatique.
- Le fonds pour la coopération au développement provenant de différentes institutions telles que la Banque européenne d'investissement devront être investis durablement dans les sources d'énergie renouvelable et l'économie d'énergie plutôt que dans les projets sur l'énergie fossile.
- Un nouveau système d'innovation, basé sur la coopération et la distribution, devra être développé entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés qui sont intéressés par la protection du climat, afin d'élaborer et de développer une technologie favorable au climat.
- L'UE devra soutenir la participation des pays en voie de développement à l'accord sur le climat, en finançant par exemple les actions pour la réduction des émissions et en montrant l'exemple par le biais d'une politique de réduction des émissions.

ENVIRONNEMENT ET

SÉCURITÉ

Le changement climatique nous oblige à adopter une nouvelle façon de voir la sécurité. Les questions essentielles ne reposent plus sur la protection contre la violence mais sur l'accès à l'eau et à la nourriture, la préservation de l'environnement, la préparation aux catastrophes naturelles et le ressaisissement suite à une catastrophe naturelle. Par exemple, on craint que les glaciers de l'Himalaya ne fondent d'ici 2035 pour atteindre un cinquième de ce qu'ils étaient à l'origine. Ce phénomène aura des conséquences catastrophiques sur plus d'un milliard de personnes du point de vue de l'accès à l'eau.

COMMERCE

La cohérence implique un développement spontané. Soutenir l'économie locale permet d'augmenter les chances de survie des communautés. Il faut changer les règles de l'OMC afin de faire progresser la prévention en matière de changement climatique de telle sorte que dans le cadre des négociations de l'AGCS et du NAMA, la législation aspirant à la promotion des sources d'énergie renouvelable et de l'économie d'énergie ne soit pas interprétée comme un obstacle au commerce. Les accords de l'OMC devaient être soumis aux accords sur l'environnement et les droits de l'homme. Les questions environnementales doivent être intégrées aux politiques économiques et de compétitivité.

MIGRATION

Au milieu des années 90, il y avait environ 25 millions de réfugiés environnementaux alors que le nombre de réfugiés « traditionnels » s'élevait à environ 22 millions. D'après les estimations, le nombre de réfugiés environnementaux passera à plus de 150 millions d'ici 2050. Les plus importants flots de réfugiés sont concentrés sur les pays pauvres en voie de développement qui sont pourtant les moins responsables du changement climatique. On estime qu'au Bangladesh, un des pays les plus pauvres au monde, il y aura d'ici quelques années environ 20 millions de réfugiés environnementaux qui se verront obligés de partir de chez eux en raison du changement climatique.

VIH/SIDA

Le VIH/sida épuise les ressources et les produits de première nécessité qui pourraient servir au développement des communautés. Comme ces ressources sont utilisées pour faire face à la vie quotidienne et aux problèmes graves, les communautés locales n'ont pas la force de trouver des idées afin d'empêcher le changement climatique et de s'y préparer.

5. MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

LA MIGRATION FAIT PARTIE DES POLITIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les questions ayant trait à la politique sur la migration doivent être examinées logiquement comme faisant partie des politiques pour le développement. L'importance du lien entre la politique en matière de migration et celle sur le développement est également soulignée dans de nombreuses prises de position politiques de l'Union européenne, notamment dans le cadre du programme de La Haye et de la Stratégie pour l'Afrique.

Une politique de développement et une coopération pour le développement efficaces ont d'importants effets sur les problèmes à l'origine de la migration. Celles-ci réduisent en effet la pauvreté, améliorent la condition de vie des gens et l'environnement de même qu'elles favorisent la bonne santé, l'égalité ainsi que les opportunités de travail et d'accès à une formation. Elles permettent également d'empêcher l'apparition de phénomènes liés à la migration, tels que le trafic humain et l'immigration clandestine.

Cependant, les problèmes liés à la migration ont été mis en évidence lors des discussions sur la politique d'immigration européenne. L'UE devrait renoncer aux approches se concentrant sur les menaces et devrait plutôt proposer aux populations des voies d'immigration légale. En même temps, elle devrait s'assurer que les personnes ayant besoin d'une protection sont traités comme l'exige la loi internationale.

Le sujet de discussion lié à la migration qui est peut-être le plus visible à l'heure actuelle est celui concernant les réfugiés venant d'Afrique de même que leur transport dans la clandestinité et la façon dont ils sont traités. Le débat révèle comment la coordination entre la politique de développement et de migration échoue par exemple dans la région de la Méditerranée où le transport clandestin des gens est un problème croissant.

LES POLITIQUES EUROPÉENNES ET AFRICAINES SUR LA MIGRATION SE HEURTENT EN MÉDITERRANÉE.

La guerre, la pauvreté et les maladies sont les raisons principales de la migration des Africains. Dans de nombreux pays africains, les différences de revenus augmentent, l'espérance de vie chute et des gens se retrouvent exclus. Il y a presque quatre millions de réfugiés en Afrique et il y en a beaucoup plus qui ont été forcés de partir de chez eux en raison des conditions de vie, par exemple suite à une catastrophe naturelle. Rien qu'au Soudan, la violence a fait fuir six millions de personnes de chez eux. Cependant, il est presque impossible pour les gens fuyant la misère et la violence d'entrer en Europe. Les politiques européennes et africaines sur la migration se heurtent en Méditerranée, où se noient chaque mois des centaines de victimes du transport clandestin et du trafic humain.

A Melille en Espagne, des murs ont été érigés afin d'empêcher le transport clandestin de personnes par la Méditerranée. Au début de l'année, une troisième haute barrière de barbelé a été construite à côté des deux plus anciennes. Les agences de presse ont d'ailleurs transmis des images de ces barrières où des affaires, des sacs, des lambeaux de vêtements et des chaussures appartenant à des personnes qui ont été attrapées pendaient sur les fils barbelés. La police marocaine a intensifié sa surveillance des frontières à la demande des pays européens, a tiré sur des Africains qui avaient franchi la barrière, a renvoyé une partie d'entre eux dans leur pays de départ et abandonné les autres dans le désert du Sahara. La migration provoquée par la pauvreté ne peut cependant pas être maîtrisée en renforçant la surveillance des frontières ou en intensifiant d'autres types de contrôles. Il faut en effet également se concentrer sur les causes premières de la migration dans les pays d'origine.

Les immigrants clandestins qui atteignent l'Europe doivent souvent faire face à une dure réalité. Ils se rendent vite compte que ce n'est pas un avenir brillant qui les attend mais plutôt une vie d'immigrant clandestin, ce qui aboutit souvent à un retour au pays d'origine.



LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2005, le nombre de demandes d'asile dans l'Union européenne a baissé de 16 % par rapport à 2004 (UNHCR, 2005). Les déclarations concernant le problème croissant lié aux demandes d'asile dans les pays industrialisés ne reflètent pas la véritable situation dans la mesure où la plus grande partie des réfugiés sont toujours dans les pays en voie de développement.

NOS REVENdicATIONS :

- Le développement offre des possibilités de rester dans son pays d'origine et de réduire la migration clandestine et la criminalité qui en découle. L'UE doit contribuer au développement économique et social dans les pays d'origine.
- L'UE doit mettre en application une politique de développement et d'immigration, cohérente et complète en se partageant la responsabilité de régler les problèmes liés à la migration forcée, comme par exemple l'exil de même que le transport clandestin de personnes et le trafic humain. En même temps, l'UE doit offrir des moyens légaux pour une immigration au sein de l'Union européenne.
- La politique d'immigration de l'UE doit respecter les normes internationales en matière de droits de l'homme et garantir que les personnes ayant besoin d'une protection sont traitées de la manière appropriée. L'Union européenne devrait trouver un équilibre entre un contrôle des frontières et le fait que personne ne devrait retourner dans un endroit où il ou elle peut devenir une victime de la violation des droits de l'homme.
- L'UE doit intensifier son travail d'information auprès des migrants concernant les voies d'immigration légale dans la zone de l'Union européenne et les risques liés à l'immigration clandestine dans les pays d'origine. Les gens qui se retrouvent entre les mains de ces contrebandiers savent rarement ce qui se passera durant le voyage, quelles sont leurs chances d'arriver à destination et quel genre de vie les attend réellement dans leur nouveau pays.

MIGRATION ET

ENVIRONNEMENT

Le lien entre la migration et l'environnement est évident dans les cas de catastrophes naturelles. Cependant, on prête moins d'attention à la migration due au changement climatique. Alors que les facteurs environnementaux entraînent des migrations, les flots de réfugiés ont également des conséquences sur l'environnement. Par exemple, le nombre croissant de réfugiés d'un pays en voie de développement vers un autre entraîne des problèmes liés en autres aux infrastructures, à la consommation d'énergie et à l'approvisionnement en eau.

COMMERCE

En 2004, les immigrants ont envoyé 130 milliards d'euros à leur pays d'origine en Afrique. Cette somme est plus de trois fois plus élevée que l'aide au développement officielle destinée à cette partie du monde. Cet argent envoyé aux pays d'origine a un effet positif sur la macroéconomie en augmentant le pouvoir d'achat des ménages. C'est pour cette raison qu'il faudrait faciliter les transferts d'argent effectués par les particuliers.

VIH/SIDA

Beaucoup de réfugiés et d'immigrants clandestins ne bénéficient pas de soins et des aides des services sociaux. Les maladies et les épidémies, parmi lesquelles le VIH/sida, sont plus répandues dans ces communautés qu'au sein de la population de leur terre d'asile et il est difficile, voire parfois impossible, pour eux d'obtenir des informations, des moyens de contraception et des traitements médicaux. De plus, les fillettes et les femmes sont souvent victimes de viol durant les conflits, ce qui peut parfois aboutir à des grossesses non désirées et à contamination de maladies.

SÉCURITÉ

Les actions contre le terrorisme ont également eu des effets sur le débat en cours concernant la migration et l'immigration. Tout comme le terrorisme, l'immigration illégale est considérée comme une menace pour la sécurité. Le défi consiste donc à renforcer la sécurité sans compromettre les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile ainsi que la liberté des immigrants, et sans entraver l'immigration liée au travail. C'est pourquoi il est nécessaire de concilier les politiques sur la sécurité et l'immigration et les droits de l'homme.

6. VIH/SIDA ET DÉVELOPPEMENT

LE VIH/SIDA REPRÉSENTE UNE MENACE POUR DES SOCIÉTÉS ENTIÈRES DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le VIH/sida représente une des plus grandes menaces pour le développement. Il y a environ 40 millions de séropositifs dans le monde et la pandémie ne recule toujours pas. Près de 25 millions de personnes sont déjà mortes du sida. Chaque jour, presque 1800 personnes de moins de 15 ans contractent le VIH. On estime que le nombre d'enfants devenant orphelins à cause du sida va atteindre les 25 millions dans les années à venir. Le VIH se propage dans les pays en voie de développement où la pauvreté, l'inégalité sexuelle ainsi que le manque d'éducation, d'information et de moyens de contraception augmentent les risques de contracter le VIH. Les jeunes femmes mariées en particulier ont des risques de contracter la maladie. Le VIH/sida menace des sociétés entières dans les pays en voie de développement mais également à l'intérieur de l'UE et les régions voisines.

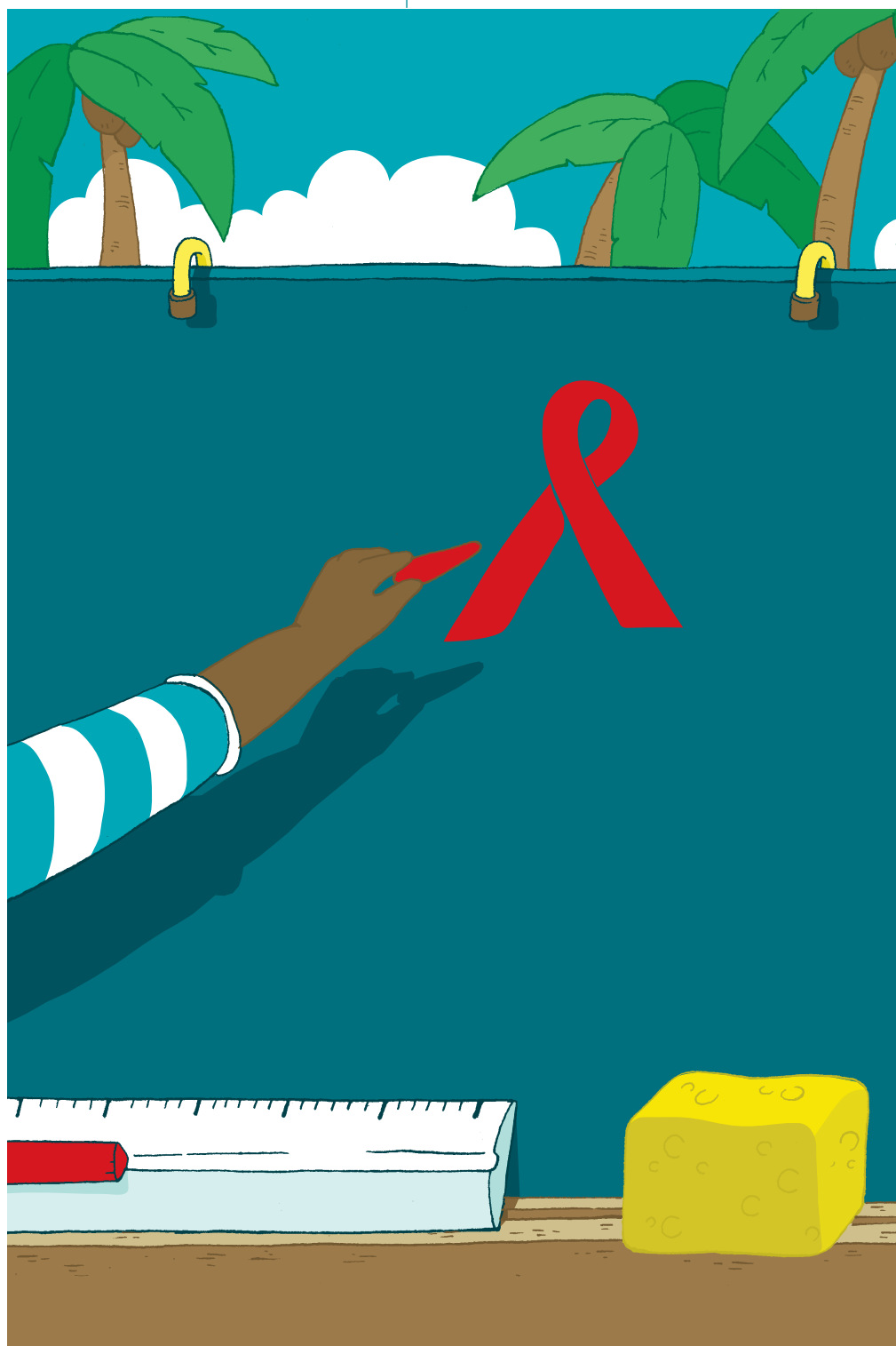
Puisque le VIH/sida a des effets considérables sur la société, mettre fin à la pandémie implique une cohérence au sein des politiques pour le développement ainsi qu'entre les différents secteurs politiques. Dans le Consensus européen pour le développement et le Programme finlandais de politique pour le développement, le VIH est traité comme une vaste question liée au développement. Le VIH/sida doit vraiment être pris en compte et il faut s'assurer qu'il soit intégré aux autres domaines politiques. L'UE possède à la fois le pouvoir politique et les ressources économiques nécessaires pour agir comme un précurseur dans la lutte contre le VIH/sida. L'Union doit promouvoir la cohérence à travers ses actions et prendre les droits de l'homme comme point de départ pour les actions qu'elle entreprend.

LE SIDA SE PROPAGE EN ASIE

Pour l'Inde et ses plus d'un milliard d'habitants, le VIH/sida fait partie de la vie quotidienne. D'après les estimations, il y avait plus de 5 millions de séropositifs en Inde en 2005 et le nombre augmente rapidement. Les connaissances de ces gens sur le sida sont souvent basées sur des rumeurs et des

ouï-dire. C'est pourquoi nous avons besoin de personnes courageuses telles que Nato Balu Mugn et sa belle-fille qui veulent et osent parler d'un sujet passé sous silence.

Nato le grand-père décrit la situation de sa famille : « Il y a quelques mois, mon fils unique est mort du sida. Quand il est tombé malade, nous ne savions pas quoi faire. On lui a fait faire un test de sida à l'hôpital de la ville voisine et le médecin nous a conseillé d'aller à Numbai pour nous pro-



curer des médicaments. Nous n'avions pas les moyens pour ça.»

La famille a caché la maladie aux voisins. Après la mort du jeune homme, les voisins ont appris la vérité et les gens ont cessé de venir chez eux. Au village courait une rumeur selon laquelle l'incinération d'un corps attire les mouches qui propagent ensuite la maladie.

Le grand-père se tourne déjà vers le futur : « Je veux m'occuper des enfants de mon fils. Leur mère leur est d'un grand soutien. Aussi longtemps que je vivrai, je défendrai ma belle-fille et les enfants, même si les villageois me conseillent de les renvoyer de chez moi. » La mère de la famille est aussi malade du sida et la famille espère lui obtenir des médicaments. Ils ont entendu dire que des repas réguliers et les médicaments anti-inflammatoires aidaient les séropositifs.

La mère espère voir ses enfants aller à l'école et trouver un travail. « Je me sens forte et j'essaie de rester en forme pour mes enfants. Ce qui me fait le plus peur, c'est que je tombe malade et que je ne puisse plus travailler dans les champs pour gagner ma vie. Ma vie est dure parce que ma belle-mère m'accuse de la mort de son fils et a déjà menacé de me chasser de la maison. »

Cinq ans plus tard, la mère de famille mourait du sida. Les enfants ont pu avoir des informations sur la vie et les pensées de leur mère grâce au livre qu'elle a écrit. Elle y a noté des pensées et des expériences encourageantes, et elle y a aussi mis son testament et le nom du tuteur qu'elle a désigné. Le livre a aidé Moheeni, la fille de la famille, à s'adapter à la perte de ses parents.

Moheeni se souvient comment tout a changé tout à coup quand son père est mort : « Quand mon père était encore vivant, on ne parlait pas du sida. Quand il est mort, je n'étais pas bien parce que je ne pouvais plus rendre visite aux voisins. A l'école, personne voulait s'asseoir à côté de moi parce qu'ils pensaient que j'avais le sida. »

Le VIH/sida a des effets sur tous les aspects de la société. Quand le professeur de Moheeni a contracté le sida, les études de la jeune fille se sont interrompues. Pour la famille de Moheeni, le peu d'argent qu'elle avait a été dépensé pour l'achat de médicaments et les filles ont dû arrêter l'école.

Moheeni a maintenant 18 ans, elle est mariée à un homme plus âgé qu'elle et elle est la mère de trois enfants. C'est sa famille

qui a organisé ce mariage au sein duquel Moheeni vit dans l'ombre de son mari sans avoir le moindre pouvoir de décision dans sa vie. C'est le mari qui décide de l'utilisation de moyens de contraception, et l'information et les moyens contraceptifs ne sont même pas toujours disponibles. Moheeni, comme la plupart des filles et des femmes asiatiques, a accouché chez elle sans aucune aide professionnelle. Pour l'instant, les accouchements se sont bien déroulés.

Moheeni est également financièrement dépendante de son mari. Elle ne sait pas comment elle s'en sortirait si son mari venait à mourir ou s'il la rejetait. Parfois elle se dit : « Et si mon mari avait le sida ? Qu'est ce qui nous arriverait à moi et mes enfants ? »

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le VIH se propage surtout chez les jeunes : à l'heure actuelle, environ deux tiers des nouvelles infections dans les pays en voie de développement touchent les jeunes filles et les femmes de 15–24 ans.

NOS REVENDICATIONS :

- L'UE doit considérer le VIH/sida comme un thème général dans le cadre de la coopération et de la politique pour le développement.
- L'UE doit promouvoir la prévention et le traitement du VIH/sida du point de vue des droits de l'homme.
- Dans le cadre de la coopération pour le développement, l'UE doit protéger les enfants et promouvoir les droits des enfants et des jeunes touchés par le sida d'être écoutés dans la prise de décisions qui les concernent.
- La prévention de la contraction du VIH/sida doit être intégrée dans l'éducation sexuelle et la disponibilité des services de santé spécialisés dans la sexualité doivent être améliorée.

VIH/SIDA ET

COMMERCE

Dans les pays en voie de développement, les politiques commerciales injustes augmentent la pauvreté qui a un lien direct avec la propagation du VIH. Les brevets des industries pharmaceutiques multinationales empêchent les pays en voie de développement d'avoir accès aux médicaments contre le sida.

MIGRATION

Les situations de crise, les conflits armés et les migrations augmentent la propagation du VIH/sida. Le VIH se propage au sein des communautés de réfugiés et d'immigrants parce qu'ils n'ont généralement pas accès aux soins et aux services de planning familial.

SÉCURITÉ

Le VIH/sida menace non seulement des individus seuls mais également des sociétés entières quand les gens meurent du sida. Cela représente une menace pour la sécurité des gens : les violences physiques et structurelles envers les femmes et les enfants ainsi que les possibilités inégales d'accès à l'éducation augmentent le risque d'être infecté par le VIH. Le réseau de sécurité sociale est également fragilisé à cause de la propagation du sida.

ENVIRONNEMENT

Le réchauffement climatique réduit les possibilités pour les communautés l'accès à la nourriture et à des sources de revenu de même qu'il aggrave la pauvreté, ce qui augmente la propagation du VIH. Le sida diminue les capacités de travail chez des populations qui sont déjà pauvres, ce qui a des effets sur leur accès à la nourriture.

7. PRÉSIDENTICE DE L'UE 2006



EU-puheenjohtajuus
EU Presidency Project 06

Call for Coherence

CALL FOR COHERENCE (APPEL À LA COHÉRENCE), LE PROGRAMME COMMUN DES ONG

Le programme « Call for Coherence » est coordonné par KEHYS ry, l'Organisation non gouvernementale finlandaise de développement de l'UE, dont le réseau de la présidence de l'UE comprend un grand nombre d'ONG finlandaises intéressées par la politique de développement de l'UE.

KEHYS ry suit activement le programme des politiques pour le développement officielle pendant la présidence européenne et se concentre sur la défense de leur cause en Finlande et dans les autres pays de l'UE. KEHYS aide également les organisations finlandaises et européennes en coordonnant les manifestations et en les tenant au courant des questions actuelles ayant trait à la politique de développement. KEHYS sert de plateforme nationale pour CONCORD en Finlande et représente les organisations de développement. CONCORD représente plus de 1600 Organisations non gouvernementales de développement.

L'événement le plus important du programme de la présidence de l'UE est la conférence internationale sur la cohérence politique qui se tiendra à Helsinki du 2 au 3 octobre. Cette conférence est organisée en coopération avec les ONG finlandaises, KEHYS, CONCORD, le Ministère des affaires étrangères finlandais, la Commission européenne et les Comité des politiques pour le développement finlandais. La conférence rassemblera un grand nombre d'experts de différents secteurs qui sont intéressés par les questions sur la cohérence. L'objectif de cette conférence internationale est de servir de forum de discussion où on pourra réfléchir à des solutions pour améliorer la cohérence de la prise de décision influant sur les politiques de développement mais aussi développer des mécanismes de suivi appropriés. La conférence vise à explorer les thèmes principaux du manifeste, autrement dit la sécurité, le commerce, l'environnement, la migration et le HIV/sida, d'un point de vue plus large.





POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ACTIONS DES ONG
PENDANT LA PRÉSIDENTIE DE L'UE :

- Le site internet de KEHYS sur la présidence de l'UE:
www.kehys.fi/eupuheenjohtajuus
www.kehys.fi/eupresidency

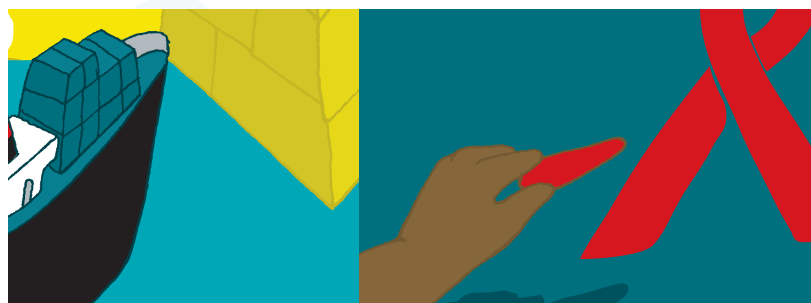
- Secrétariat de KEHYS :
Secrétaire général Rilli Lappalainen
rilli.lappalainen@kehys.fi
(+358 9 23150560)

Coordinateur du projet de la présidence de l'EU
Anne Holopainen
anne.holopainen@kehys.fi
(+358 9 2315 0564)

Chargé de l'information pendant la présidence de l'UE
Anna Pollari
anna.pollari@kehys.fi
(+358 9 23150563)

Conseiller pour le projet de l'UE Eija Mustonen
eija.mustonen@kehys.fi
(+358 9 23150561)

fax. +358-9-23150520



NOUS REMERCIONS CHALEUREUSEMENT :

Le Centre de soutien finlandais pour les malades du sida
Ottu, l'Association finlandaise de recherche de la formation professionnelle
Amnesty International
Crisis Management Initiative, CMI
DODO Une nature vivante pour l'avenir
Emmaus Helsinki
La Mission évangélique luthérienne de Kylväjä
FIDA International
FinnWID – Femmes en développement
Diaconat de Helsinki
L'Institut de recherche sur les pays en voie de développement de l'Université de Helsinki
La Commission de coopération au développement de l'union étudiante de l'Université de Helsinki
La Ligue des droits de l'homme
La Fondation internationale de solidarité
La Plateforme mondiale des citoyens
L'Association des éducateurs pour la paix
KATU – le Réseau de prévention des conflits des ONG
Le Centre de services pour la coopération au développement
Le Conseil administratif de l'église évangélique luthérienne de Finlande
L'Aide étrangère de l'église
L'Association des sourds- Finlande
La fédération internationale des sourds
La Ligue centrale de la protection de l'enfance
LiiKe - l'Association d'aide au développement sportif
L'association des médecins pour la responsabilité sociale
L'association de soutien aux immigrants
Maailma.net
Les Amis de la Terre- Finlande
Monika – Ligue multiculturelle des femmes de Finlande
L'Académie des jeunes
Opération mobilisation - Finlande
Conseil pour les réfugiés de Finlande
PAND – Les artistes pour la paix
Save the children- Finlande
Plan- Finlande
L'Association pour la promotion du commerce équitable
Le Comité des 100
SASK – Centre de solidarité des syndicats de Finlande
Caritas de Finlande
L'Association des professeurs d'anglais de Finlande
L'Association finlandaise de pour la protection de la nature
La Société des missions de Finlande
L'Association finlandaise d'aide aux réfugiés
La Croix rouge finlandaise
Suomen Rauhanliitto – Association de l'ONU
World Vision - Finlande
L'Association finlandaise des Nations Unies
SYL - l'Association des unions étudiantes de Finlande
L'association Finlande - Nicaragua
Taksvärkki
Terveysrintama
TSL – l'Association pour l'éducation des travailleurs
UFF – U-landshjälp från Folk till Folk i Finland
Unioni, la Ligue des féministes en Finlande
Les Jeunes de gauche
ViNo - L'Association des jeunes et des étudiants écologistes
La ligue du peuple
Nos enfants communs

Une organisation internationale intergouvernementale sur la migration, l'« International Organization for Migration » (IOM) a également participé à la section concernant la Migration et le Développement.



KEHYS RY EST AU SERVICE DES ONG POUR
LES QUESTIONS RELATIVES À LA COOPÉRATION
AU DÉVELOPPEMENT DE L'UE

KEHYS fournit :

- des informations sur la politique de développement et la coopération au développement de l'UE
- des informations sur les possibilités pour les ONG finlandaises d'obtenir des financements de l'UE
- des informations, des formations et des conseils pour les projets

KEHYS promeut :

- la coopération et le travail en réseau entre les organisations de coopération au développement et d'éducation internationale finlandaises et européennes
- la discussion sur les questions des politiques pour le développement de l'UE en Finlande et dans l'Union européenne

KEHYS ry
Kehitysyhteistyöjärjestöjen EU-yhdistys
Töölöntorinkatu 2 B
00260 Helsinki
FINLANDE
tel. +358 9 2315 0560
fax. +358 9 2315 0520
<http://www.kehys.fi/eupuheenjohtajuus>

Cette publication a été réalisée grâce au soutien de l'Union européenne et du Comité des politiques pour le développement du Ministère des affaires étrangères de Finlande. Les opinions exprimées dans ce texte sont celles des organisations.

Le programme « Call for Coherence » coordonné par KEHYS a pour but de soulever un débat sur la cohérence des politiques pour le développement pendant la présidence finlandaise de l'UE. Comment doivent s'harmoniser les différents secteurs politiques avec les objectifs des politiques pour le développement ? Quelles solutions existe-t-il pour renforcer la cohérence et comment celles-ci peuvent-elles être améliorées à l'avenir et leur mise en application rendue plus efficace ? Cette publication traite de la cohérence politique du point de vue des problèmes liés au commerce, à la sécurité, à l'environnement, au VIH/sida et à la migration.